



ASSEMBLÉE NATIONALE
XVI^e LÉGISLATURE

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer,
Question de M. Yoann Gillet, Député du Gard

20 septembre 2022

Monsieur le Ministre,

La Ville de Nîmes, ville préfecture du Gard située dans ma circonscription, est aujourd'hui gangrenée par l'insécurité.

Fin août, dans le quartier du Chemin Bas d'Avignon, un homme, sous contrôle judiciaire depuis plus de deux ans, a percuté violemment une jeune femme qui s'est retrouvée écrasée contre un mur.

Fin août toujours, un incendie criminel a touché l'école du Mas Roman. Un acte intolérable survenu presque un an après l'incendie qui avait touché l'école Paul Langevin, dans le quartier de Pissevin.

Il y a une dizaine de jours une jeune femme était agressée sexuellement en pleine rue par un mineur isolé.

Les trafics de stupéfiants sont présents dans toute la ville, au quotidien, les armes circulent et sont d'ailleurs utilisées fréquemment pour des règlements de comptes et pour des tirs d'intimidation entre bandes rivales.

Les quartiers du Chemin-Bas d'Avignon, de Pissevin, de Valdegour et du Mas de Mingue sont particulièrement gangrenés par ces trafics et la présence importante d'armes.

Les quartiers résidentiels autour de ces quartiers sont, eux aussi, comme le centre-ville et les villages voisins, impactés par une forte criminalité.

Les homicides ou tentatives se multiplient à Nîmes.

Je n'exagère pas la situation Monsieur le Ministre.

Je ne fais que décrire la Ville de Nîmes et ses quartiers devenus des zones de « non France », où les policiers sont devenus des cibles prioritaires. Les services de secours et professionnels de santé sont depuis plusieurs années régulièrement contraints d'y être protégés pour pouvoir intervenir.

Les facteurs font quant à eux leur travail avec la crainte de se faire agresser. Les caillassages de bus du réseau de transport sont nombreux, contraignant régulièrement les chauffeurs à exercer leur droit de retrait.

L'ultra violence continue de s'intensifier.

Aucune réponse n'est apportée par le gouvernement. Il y a 3 semaines vous avez annoncé un renfort de policiers sur certaines villes, mais Nîmes n'est pas concernée.

Je profite de vous avoir en face Monsieur le Ministre, pour vous rappeler qu'en juillet dernier, le parlementaire que je suis, qui a un rôle de contrôle de l'action gouvernementale, vous a demandé un certain nombre de données chiffrées sur l'insécurité de ma circonscription et qu'à ce jour vous n'avez pas daigné me répondre.

Alors bien sûr vous me répondrez avec des chiffres, ceux des postes supplémentaires de ces dernières années. Vous oublierez en revanche de parler d'effectifs nets, et vous ne comparerez que les périodes qui vous arrangent.

Monsieur le Ministre, il est temps de permettre aux Gardois et aux Français de vivre en sécurité.

Quand allez-vous cesser de détourner le regard ? Quand ce Gouvernement va-t-il rendre aux honnêtes gens leurs libertés et faire son travail ?